

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 72
JEUDI 24 SEPTEMBRE 1970

NI L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET SON VALET HUSSEIN, NI LE SIONISME, NI LES RÉVISIONNISTES DE MOSCOU LEURS COMPLICES N'Y PEUVENT RIEN LE PEUPLE PALESTINIEN VAINCRA !

Éditorial

« L'incendie jordanien menace le monde ! », « les Palestiniens sont prêts à toutes les extrémités »... Que de clameurs, que de gros titres pour tenter de discréditer le peuple palestinien, de l'isoler des autres peuples, que de mensonges pour en finir au plus vite avec son combat révolutionnaire !

Car qui menace les peuples du monde ? Est-ce le peuple palestinien qui a éparpillé sur tous les continents des centaines de bases militaires destinées à mater les peuples en lutte ? Est-ce lui qui accourt avec des Phantom et des « marines » pour préserver les super-profits extorqués aux peuples par les grands trusts internationaux ? Non, ce fauteur de guerre, c'est l'impérialisme américain !

C'est lui, aidé de l'impérialisme britannique, qui, il y a 20 ans, a encouragé la colonisation sioniste, expulsant les Palestiniens de leur pays. Pendant 20 ans, il a consolidé et soutenu cette tête de pont pour tenir en main les peuples arabes. Hier, c'est lui qui a comploté le « plan de paix » Rogers, plan de guerre camouflé destiné à étouffer la voix du peuple palestinien. Aujourd'hui, c'est encore lui qui tente d'écraser dans un bain de sang la résistance palestinienne, par Hussein interposé.

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine, telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple, et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est là une loi marxiste. »

(Mao Tsé tung).

Déjà, la première phase du « plan Rogers » a échoué ; déjà la clique féodale jordanienne recule sous les coups redoublés du peuple palestinien en armes ! L'impérialisme américain suit sa propre logique ; il renforce la 6^e Flotte, mobilise ses bases militaires en Turquie ; Israël concentre ses troupes. Les américano-sionistes préparent un autre mauvais coup. Il est promis tôt ou tard à un nouvel échec !

Car, depuis 1967, le peuple palestinien, armé et organisé, s'est dressé tout entier contre ses



Un combattant palestinien.

ennemis, les agresseurs yankees et sionistes, et aujourd'hui contre les forces réactionnaires américaines de Jordanie.

Mais il a d'autres ennemis avoués ou non ! Tous ceux qui se lamentent sur la « guerre fratricide », sur le « déchirement inter-arabe »... Tous ceux, à Moscou ou ailleurs, qui refusent de choisir !... Sont-ils frères les farouches combattants palestiniens et la clique féodale et militaire de Jordanie que les dollars américains arrosent et

que les collaborateurs de la C.I.A. « conseil-lent » ? Sont-ils frères le paysan palestinien sans terre, le « réfugié » d'un camp d'Amman avec le chérif Ben Jamil, grand féodal, détenteur de milliers d'hectares et propriétaire d'un des premiers haras du monde ? Singulière neutralité que celle des révisionnistes de Moscou qui tentent de désarmer la résistance palestinienne au moment même où ces féodaux, Hussein en tête, et leurs

(Suite page 81.)

Le prolongement du Métro : Galley parade, les bonzes trahissent

Chers camarades,

Ci-joint la somme de 185 F pour la souscription de soutien. Les communistes M.L. du 12^e s'engagent à appliquer dans la pratique les axes d'ensemble de la juste ligne révolutionnaire de « H.R. », et à la soutenir matériellement de leurs contributions financières et rédactionnelles.

Voici précisément un article sur une lutte contre le plan de misère de la bourgeoisie, communiqué par le correspondant attaché du Comité. Si vous le jugez utile, faites-le paraître dans nos pages.

Avec nos salutations communistes.

La série de coups durs que le pouvoir des monopoles assène aux travailleurs depuis la rentrée n'est pas finie : le prolongement de la ligne n° 8 DE 3 STATIONS à partir de Charenton-Ecoles (soit pas plus de 2 km !) a fourni le prétexte à la RATP de DOUBLER le tarif sur ce tronçon.

Ceci porte le coût d'une carte hebdomadaire à 10 F au lieu de 5,60 F pour les usagers concernés. Mais ceux qui logent à Créteil devront ENCORE EN PLUS payer pour le bus à partir d'Alfort.

Et pourtant :

— Le matériel est toujours aussi inadapté et insuffisant ;
— Les conditions de transport lamentables ;

— Aucune amélioration n'est apportée au travail des employés de la Régie ;

— Et, en plus, des contrôles de tickets incessants pendant le trajet.

Rassemblement de 1.500 à 2.000 personnes.

Samedi 19, jour de l'« inauguration » par Galley et autres grosses légumes de l'Etat bourgeois, on a pu constater que la pilule ne passerait pas si facilement dans la gorge des usagers : contre cette grave atteinte au principe jusque là respecté du tarif unique, 1.500 à 2.000 personnes se groupaient au Carrefour d'Alfort, malgré un déploiement impressionnant de forces de répression (15 cars de C.R.S., « civils » photographes...).

Mais, fidèles à leur tactique, les révisionnistes, venus en grand nombre au rassemblement, avec leurs pancartes et slogans bêlants, avec leurs maires - bureaucrates ceinturés de tricolore et leurs proches compagnons d'inaction socio-démocrates, tentèrent de faire avorter la protestation populaire. Mal leur en prit !

Après une demi-heure de vaine attente et quelques kilos de pétitions recueillis, les militants progressistes prirent l'initiative de slogans repris par la majorité des manifestants :

« Les patrons doivent payer ! » ;

« Tarif unique ! » ;

« Temps de transport = temps de travail » ;

« Lundi, boycott ! ».

Puis, devant les attermolements du P. « C. » F. :

« On veut défilé » ;

« Tous sur la chaussée ! »

Aussitôt, plus de 500 personnes foncèrent sur les guignols au grand désespoir des révisos qui s'empressèrent de s'interposer, opérant un difficile rétablissement par l'intervention d'un oiseau tricolore... qui se fit huer en parlant de ses délégations chez le ministre :

« Le ministre, on s'en fout ! »

Malgré le recul des manifestants, les poings commençaient à marteler : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! », en répétant leur colère contre le scandale du métro.

Les révisionnistes empêchent la manifestation.

Se voyant débordés par une large part des manifestants, les révisionnistes entreprirent alors de démanteler le rassemblement, conjuguant leurs efforts à ceux des flics, par une double haie, pour empêcher la formation d'un cortège. D'où la dispersion progressive qui s'ensuivit.

Pendant ce temps, dans le métro truffé de flics en civil, des rames entières d'« officiels » cravatés obstruaient grand mécontentement des un trafic déjà difficile au plus agents de la Régie, tous de rage. « Il n'y a pas assez d'arbres pour pendre tous ces fumiers », a dit un travailleur outré, à la vue des P.D.G. conviés à l'« inauguration »... de 3 stations.

Les communistes authentiques ne le démentiront pas. Il devient de plus en plus difficile pour les révisionnistes, même dans leurs fiets, de contenir la colère des masses.

LES PATRONS DOIVENT PAYER, BOYCOTT DE MASSE ! SEULE LA DICTATURE DU PROLETARIAT METTRA LES TRANSPORTS AU SERVICE DU PEUPLE !

Correspondants H.-R. présents sur les lieux.

Luttons contre la situation misérable des vieux travailleurs

A Saint-Maur, banlieue située à l'Est de Paris, le scandale permanent que constitue la situation des personnes âgées est encore apparu au grand jour.

Témoin, la situation d'une vieille travailleuse, âgée de 87 ans, économiquement faible ; comme tous les vieux de la région parisienne, elle a attendu vainement un mois, deux mois, trois mois, le paiement de sa retraite : pas un centime depuis le mois de juin ! Et toujours rien, même à l'heure actuelle, c'est-à-dire à la mi-septembre.

Pendant ce temps-là, le loyer, il faut le payer. Le gaz et l'électricité aussi. Et les enfants, qui l'aideraient, sont en vacances !

A la mairie, où elle se rend péniblement, on lui octroie généreusement un « soutien » de 30 F, et on la renvoie à d'autres guichets. Là, « — ce sont les ordinateurs nouvellement installés qui sont la cause de tout », lui dit l'employé ! Et d'autres démarches, épuisantes, lui sont encore conseillées !

Enfin, et pour couronner le tout, notre vieille travailleuse reçoit une assignation d'huissier à payer sur le champ, la somme de 220 F, reste dû d'un séjour à l'hôpital en février 1968, ceci... alors qu'elle bénéficie de l'assistance médicale gratuite !

Si elle ne paie pas sous 24 h., l'huissier, accompagné d'un commissaire de police et d'un serrurier, procédera LE LENDEMAIN à la saisie de ses meubles, même en son absence !

Heureusement pour la pauvre vieille, ses enfants, rentrés de vacances, acquittent la somme, et suspendent la saisie.

Ceci est un bon exemple de l'exploitation dont font l'objet les vieux dans notre société : combien se sont suicidés, pendant ces 3 mois et plus, passés à attendre leur maigre retraite ?

Et que fait l'argent immobilisé pendant cette attente ? Il dort ?

Cet argent bloqué à un niveau quelconque rapporte-t-il un pourcentage à quelqu'un ?

Comme toujours, ce sont les racines mêmes du mal qu'il faut extirper :

A bas le capitalisme oppresseur !

Vive la société socialiste, où les vieux travailleurs jouiront du soutien matériel, du respect et de l'affection de tous !

Correspondant H.R.

Anticommunisme - Antistalinisme - Trotskisme...

« ...C'est en fait de l'anticommunisme mais de l'anticommunisme plus élaboré, plus propre à l'élite intellectuelle bourgeoise. L'anticommunisme brut et non dégrossi étant réservé aux masses incultes et non éclairées de la petite bourgeoisie (artisans, paysans, commerçants). Tous les opportunistes, tous les courants bourgeois ou petits bourgeois, qu'ils soient ouvertement de droite ou qu'ils se camouflent sous une phraséologie de « gauche », sont en définitive d'accord sur la question de Staline, car ils sont tous en définitive d'accord sur la dictature du prolétariat : ils sont contre. »

Extrait de « Ecrasons le trotskisme », édition du CDHR de Clermont-Ferrand (21 x 27) 70 pages - 2 F.

Contre-remboursement, en timbres ou à notre C.C.P. : 2,90 F (envoi ordinaire) ; 4 F (envoi urgent). Préciser à la commande.

RECTIFICATIFS :

Une faute technique a déformé l'éditorial de notre précédent numéro.

En effet, dans la seconde colonne, les lecteurs ont pu remarquer la répétition suivante : « Aujourd'hui, on ne peut donc s'étonner que les trotskystes proposent leur désistement pour le deuxième tour ».

En fait aurait dû figurer à la place : « Cela est bien dans la ligne de « dialogue » et de « concertation », véritable ligne de trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, comme à Grenelle et à Tilsitt depuis ».

Un défaut de contrôle à la composition du numéro 71 a laissé passer un paragraphe qui avait été modifié dans l'article « La Palestine se libérera », page 7. Comme nous l'indiquions dans un précédent numéro — (« Humanité Rouge » n° 69) pages 6 et 7 — la Syrie a dénoncé le Plan Rogers et apporte un soutien effectif à la lutte du peuple palestinien.

SOUSCRIPTION

	Total précédent	149 236.41 F
Un Technicien Fac de Sciences	Paris	50 F
D.F. participation à soutien politique de H.R.	Privas	31 F
A.R.	Gonfaron	10 F
Un ancien combattant	Isère	10 F
C.D.H.R. St-Maur (août-sept.) pour le développement de H.R.	Saint-Maur	650 F
C.D.H.R.	Melun	65 F
C.D.H.R.	Marseille	35 F
Des camarades et amis pour le soutien de H.R.	Toulouse	450 F
		150 537.41 F

«H.R.» CITÉE PAR L'AGENCE HSIHUA

Les Cahiers de la Chine Nouvelle, bulletin de l'agence Hsinhua, ont, dans leur numéro du 15 septembre, cité en en reproduisant de larges extraits, un article de l'Humanité Rouge, celui qui, dans le n° 69, dénonçait le plan Rogers.

Nous sommes très heureux que cet article ait paru à l'agence Hsinhua, en dénonçant de façon juste l'impérialisme américain, servir la cause palestinienne. De tels encouragements doivent nous rendre toujours plus conscients de l'importance de notre tâche et nous inciter à l'accomplir avec plus de sérieux, d'esprit prolétarien et internationaliste.

A BAS L'ÉTAT FASCISANT !

Voilà plus de vingt jours que 25 militants poursuivent une courageuse grève de la faim pour protester contre les conditions de réclusion des détenus politiques ; ceux qui sont accusés de s'être attaqués sous une forme ou une autre à la dictature de la bourgeoisie sont en effet presque toujours considérés comme des « droits communs » ; avec en plus des conditions communes (interdiction de lire, pas plus de deux visites par semaine, interdiction de s'allonger dans la journée, etc.). La démocratie bourgeoise fait place chaque jour un peu plus au super-Etat policier. C'est que la classe pourrissante au pouvoir, proche de sa fin, se prépare ; nous savons de quelle cruauté méthodique elle est capable ; ce n'est pas pour rien que Chaban rend hommage à la « République » du sauvage nabot Thiers, le massacreur du peuple de l'héroïque Commune de Paris. Aujourd'hui, il s'agit pour l'Etat des monopoles comme l'a montré à son procès l'ouvrier Jean Thiriot condamné pour reconstitution du Parti Communiste Marxiste - Léniniste de France : « ... non seulement de faire provisoirement peur, mais aussi de rendre coutumier dans la justice de ce pays, les poursuites pour délit de coalition contre les adversaires politiques de l'Etat. Quand des procès de ce type auront fait jurisprudence, on jugera à Paris comme à Athènes. » Il faut ajouter à ce délit de coalition la loi scélérates de répression collective, la sup-

pression de fait de la liberté de la presse (procès à l'H.-R., poursuites contre les diffuseurs...), la suppression du droit d'association (interdiction du P.C.M.L.F. et d'autres organisations le 12 juin 68, de la Gauche Prolétarienne le 27 mai 70, etc.), du droit de réunion (investissement par la police de la 2^e Conférence cheminote le 21 juin 70), l'obligation de « pointer » régulièrement à quoi revient la liberté provisoire pour les militants, dont nos camarades Bernier, Filou et Rey contre qui la police n'a aucune preuve, etc. Tous ces faits montrent combien le grand Staline avait raison lorsqu'il déclarait le 14 octobre 1952 : « Le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises est jeté par-dessus bord » ; et il ajoutait : « Je pense que ce drapeau, c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de le relever et de le porter en avant si vous voulez rassembler autour de vous la majorité du peuple. Nul autre que vous ne peut le relever. »

Contre toutes les manifestations de la fascisation, informons et mobilisons les masses, défendons les droits démocratiques !

A BAS LA FASCISATION !

DISSOLUTION IMMEDIATE DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT, TRIBUNAL D'EXCEPTION, TRIBUNAL FASCISTE !

LIBERTE POUR LES EMPRISONNES !

CESSATION DES POURSUITES !

ABONNEZ-VOUS !

NOM
PRENOM
ADRESSE

6 mois 20 F
1 an 40 F
pli fermé 80 F
étranger (avion) 120 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

6 mois 40 F
1 an 80 F

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE » 30.226-72 - LA SOURCE.

MARSEILLE : PARC KALLISTÉ

La population exige des écoles !

« Tout va bien, la rentrée est normale ! » avait dit le ministre. C'est vrai, ce qui est normal en régime capitaliste, c'est la pagaille, c'est l'anarchie.

A Kallisté, quartier ouvrier du nord de Marseille, on en a assez de la situation « normale » et depuis plusieurs mois, on relève la tête. La situation scolaire dans les cités du quartier : 300 enfants qui ne peuvent pas rentrer à l'école mater-

nelle, 47 enfants par classe et plus à l'école primaire, des classes dans le vestiaire du gymnase, des classes à mi-temps.

Dès juin, à l'appel du Comité d'Action et de Défense des habitants de Kallisté, les mères de famille se réunissent, s'organisent, écrivent au maire, à l'inspecteur d'académie qui se renvoient la balle l'un l'autre : « ce n'est pas moi le responsable ! », disent-ils.

ACTION DETERMINEE

Mais la population de Kallisté, les mères de famille en particulier, ne s'en laisse pas conter. Dès lundi 14 septembre, à 8 h 30, jour de la rentrée, elles se rassemblent devant l'école et décident d'aller, pour montrer leur détermination, barrer la route nationale Marseille-Aix, non loin de là. Pendant 2 h, aucun véhicule ne pourra circuler.

L'après-midi, les parents se retrouvent pour aller, en masse, à la mairie, exiger de Gaston Defferre une école pour leurs enfants. Ils décident, pour cela, d'occuper un trolley-bus n° 26 et de descendre dans le centre de la ville aux frais de Defferre puisqu'il est aussi le patron de la R.A.T.V.M. (transports en commun marseillais), ils exigent de ne pas payer leur place.

Cependant, les employés de la R.A.T.V.M., prétextant le règlement,

et ne voulant pas encourir de sanction, refusent de faire démarrer le trolley. Alors, on décide de bloquer la ligne n° 26 pour l'après-midi entière et, malgré l'intervention et les provocations des flics de la RATVM et de ceux de l'Etat bourgeois, aucun véhicule ne pourra démarrer jusqu'à 18 heures.

Les rapports avec les employés de la RATVM, auxquels on explique la situation, s'améliorent même dans l'après-midi, et à 18 heures, on se sépare en se serrant la main. Les flics en sont pour leurs frais, ils n'ont pas pu diviser les travailleurs.

Mardi matin, les mères de famille se rendent à la mairie, elles y arrivent en grand nombre, exigent de voir Gaston Defferre et réclament une école pour leurs enfants.

DEFFERRE A PEUR

Devant le bureau de ce patron de combat et milliardaire, on leur répond : « Il n'est pas là ! » Les femmes décident de s'en assurer, les « chiens de garde » interviennent, les frappent, les bousculent, mais personne ne se laisse faire... Intrigué par tout ce bruit, Defferre sort de son bureau et insulte de manière particulièrement ordurière les mères de famille, ce qui lui vaut quelques vertes réponses dans le style : « Si j'étais fermière tu serais mon plus gros cochon ! ». Entouré, harcelé, il promet un rendez-vous pour 18 heures et s'éclipse pour aller... inaugurer un port de plaisance (pas une école bien sûr !), les mères de famille lui font escorte jusqu'à sa voiture.

A 18 heures, changement total d'attitude ! Ces messieurs ont eu

peur ! C'est le grand numéro de charme : fauteuils, beaux discours, barratin, quelques promesses (des pré-fabriqués, aménagement de locaux innocupés, etc...); les parents, un peu décontenancés au début, se ressaisissent et lui font bien comprendre qu'ils ne sont pas décidés à se laisser faire et iront jusqu'au bout.

Enfin, un rendez-vous est pris pour le lundi 21 septembre à Kallisté même, sur place, avec Andrieux, l'adjoint chargé des écoles ; gageons qu'il ne sera pas seul. Car, ce que veulent les parents de Kallisté, ce n'est pas une solution de replâtrage, mais une vraie école « en dur ». Ils l'auront !

Quelles premières conclusions politiques pouvons-nous tirer de cette lutte ?

LUTTE UNIE ET DECIDEE DES TRAVAILLEURS

— L'unité des travailleurs, des mères de famille (toujours à l'avant-garde), français et immigrés s'est renforcée (pieds-noirs et algériens luttent côte à côte et ne se laissent pas diviser).

— Après de telles luttes, les travailleurs de Kallisté voient beaucoup plus clairement la nature de classe de l'Etat bourgeois, de la mairie de Marseille et de son maire « socialiste » que les dirigeants du P.«C.»F. refusent d'attaquer.

— Mais la conclusion la plus im-

portante est d'ordre idéologique ; cela fait des années que l'on répète aux travailleurs qu'ils ne peuvent rien faire par eux-mêmes, que « ça a toujours été comme ça » et que « ça ne changera jamais », qu'ils ne sont pas les plus forts et que lorsqu'un problème se pose, il vaut mieux s'en remettre à la sagesse du député, du conseiller général ou municipal du coin. Mais les travailleurs se rendent compte qu'ainsi, par des parlottes, ils n'ont jamais rien obtenu. Depuis quelques mois,



14 septembre : l'après-midi, on bloque la ligne n° 26.

à Kallisté, l'esprit « d'oser lutter » fait des progrès, les habitants relèvent la tête, ils luttent tous ensemble avec de nouvelles formes de lutte (occupations, barrages, etc...) et ils remportent victoire sur victoire : il n'y a plus eu d'expulsion depuis plusieurs mois, il y avait à Kallisté autour de soi-disant « espaces-verts », des fils de fer barbelés qui blessaient les enfants, ils n'y sont plus (les habitants les ont enlevés eux-mêmes), les autorités commencent à trembler devant les parents en colère.

C'est une victoire sur l'idéologie de l'impuissance, du renoncement, la force du peuple travailleur est

invincible, tout le monde commence à s'en rendre compte.

Et du coup, les révisionnistes du P.«C.»F. qui proclament le « calme et la dignité », qui demandent de s'en remettre à leurs « élus », commencent à être considérés pour ce qu'ils sont : « les pompiers des luttes du peuple travailleur ». Il n'y a qu'à voir comment le journaliste de « La Marseillaise » s'est fait prendre à partie pour avoir déformé la lutte des habitants de Kallisté dans ses précédents articles.

Il ne s'agit que de premières conclusions, la lutte continue, nous vous tiendrons au courant.

(jeudi 17 septembre)
correspondant H.R.

ACCORDS SUR L'EMPLOI :

PLAINFAING (Vosges) 850 LICENCIEMENTS

Cinq usines sont menacées de fermeture à Fraize-Plainfaing, dans les Vosges. L'emploi de 850 travailleurs est en danger, c'est-à-dire le pain de chaque jour, l'avenir des enfants, le droit de rester dans sa ville. En guise de riposte, une manifestation silencieuse a défilé dans la ville, conduite par le maire et le curé, à l'appel du syndicat C.G.T.

Que peut en penser un marxiste-léniniste ? La concentration capitaliste (ici Boussac-Prouvost) entraîne toujours des compressions de personnel, des fermetures d'usines.

L'accord sur l'emploi du 10 février 1969 (voir numéro spécial 1^{er} mai 1969 de l'H.R.) signé par tous les syndicats révisionnistes et réformistes, a réglementé et codifié les fermetures d'usines.

Cet accord sur l'emploi est en réalité un « accord sur les licenciements » ! mais en respectant les formes, donc avec un petit délai... En gros, cet accord a légalisé les licenciements effectués dans les règles (information préalable ou Comité d'Entreprise et à l'inspecteur du travail, saisie de la commission paritaire de l'emploi)... des bavardages, quelques petites indemnités, la rue... Amen.

Les manifestations silencieuses dans « l'ordre et la dignité » sont impuissantes à modifier le cours des événements. On l'a vu, par exemple, avec les mineurs de fer de Lorraine. Ces mouvements « calmes et dignes » ont été impuissants alors même que la population soutenait les ouvriers, alors que tous les syndicats prétendaient les soutenir dans des communiqués communs. Si les « gueules jaunes », en 1966, n'avaient pas été retenus par les dirigeants des syndicats traîtres, ils se seraient battus à leur manière, celle de notre classe, et auraient pu faire reculer

l'Etat bourgeois. La « modération » imposée par les directions syndicales traîtres, profite toujours à l'ennemi de classe !

Les organisations syndicales, en persévérant dans des « méthodes de lutte » qui ont fait la preuve de leur inefficacité, révèlent encore mieux leur souci de préserver leur statut privilégié, de l'améliorer si possible par « l'extension des droits syndicaux » et autres subventions plus directes.

Il s'ensuit que l'absence d'un véritable syndicat révolutionnaire (donc de lutte de classe) pèse lourdement sur l'avenir immédiat et paralyse la volonté de lutte des ouvriers qui vont être jetés à la rue avec l'acceptation tacite des syndicats révisionnistes.

Dès lors, à quoi rime le petit baroud d'honneur déclenché par le syndicat ?

— à une reconnaissance d'impuissance (produit direct des accords de collaboration de classe et d'une propagande défaitiste) ;

— à une hypocrisie bourgeoise caractérisée (des protestations de pure forme pour tenter de faire croire qu'il défend encore les masses).

Nous, communistes marxistes-léninistes, en nous fondant sur la science marxiste vérifiée dans la pratique, nous sommes assurés que tôt ou tard de véritables lutteurs prolétaires, dignes de leurs aînés, se lèveront à Fraize-Plainfaing et oseront combattre le capital jusqu'à son effondrement total.

L'exemple des frères BENITE (1) n'est pas mort dans les Vosges, comme le Phénix, il renaît de ses cendres !

(1) Les frères Benite, de la vallée du Rabodeau, militants communistes et syndicalistes sont tombés face à l'ennemi nazi : c'étaient des ouvriers. Correspondant H.R.



14 septembre : le matin, on bloque la nationale.

DE BERAT A FIERI

A proximité de Berat, le combinat Mao Tsé toung étend sur 17 hectares ses bâtiments blancs entourés de roseraies et de pelouses.

Construit en 1966, ce complexe textile fabrique 600.000 mètres linéaires de cotonnades par mois dans une variété infinie de teintes et combinaisons. 4.500 ouvriers y effectuent les diverses opérations que requiert une production moderne et variée : filature, teinture du fil, teinture des tissus, tissage simple, tissage jacquard et services annexes.

L'intérieur correspond entièrement à l'impression favorable ressentie du dehors.

Les machines — toutes de fabrication chinoise — sont modernes et disposées avec un espacement plus important que dans nos usines, il est facile de circuler entre elles. Par ailleurs, un seul coup d'œil suffit pour constater que les ouvriers du textile ont moins de métiers à surveiller qu'en France. (Plusieurs camarades de la délégation (1) ont travaillé ou travaillent encore dans le textile en France).

Pour qui connaît l'ambiance traditionnelle d'une filature de coton, c'est une surprise de constater l'absence totale de poussière dans les ateliers, surtout à la préparation, cardes et batteurs. Le dépoussiérage est d'une efficacité au-dessus de l'éloge, l'aération aussi.

FAITES POUR LES HOMMES.

Notre guide s'étonne de notre surprise : « C'est naturel, nos usines sont faites pour les hommes, pas pour le profit. » Le directeur, qui nous accompagne, s'approche et se fait expliquer. Il indique : « Ici, les ouvriers sont venus de tous les coins du pays. Ils sont jeunes et en bonne santé, (moyenne d'âge de 20 ans !), ce serait un curieux bénéfice que de les envoyer à l'hôpital pour maladie, accident ou fatigue excessive. »

Immédiatement nous réalisons : ce directeur travaille 100 jours par an avec ses mains au milieu des autres ouvriers, comme tous les cadres et techniciens d'Albanie. Comme on le sait, ces directeurs n'existent pas en France, naturellement...

EMANCIPATION ? EGALITE REELLE !

65 % de femmes, jeunes pour la plupart, travaillent dans ce combinat. Dans l'atelier des métiers jacquard nous ne voyons que des femmes; un instant distraites par notre passage et les réponses à nos saluts, elles reprennent la surveillance de leurs métiers à tisser très complexes et larges de plusieurs mètres. Les tissus sont splendides.



« Le travail socialiste libère la femme, égale de l'homme ».

Notre photo : jeunes filles venant travailler au combinat Mao Tsé toung.

Dans ce chatoiement de couleurs, notre guide, Etleva, nous explique : « Il y a 25 ans, la plupart des femmes de mon pays n'osaient pas regarder un étranger à leur famille dans les yeux, elles étaient fiancées à 8 ou à 11 ans par leurs parents à des garçons qu'elles ne connaissaient pas... c'étaient les suites de l'occupation turque... vous me comprenez ? »

Si notre charmante traductrice ne nous avait pas signalé ce fait, nous ne l'aurions pas remarqué : les jeunes femmes de ce combinat, comme dans les autres usines que nous visiterons, ont le regard clair et intrépide des êtres libres. Peut-on s'étonner, dès lors, qu'elles participent à l'entraînement militaire comme les hommes, avec les hommes ?



SCANDERBERG



ENVER HOXHA

L'Albanie Rouge a 25 ans

La dictature du prolétariat a bousculé les vieilles coutumes, le travail socialiste libère la femme, égale de l'homme. Nous comprenons mieux pourquoi une statue de jeune femme accueille le visiteur à l'entrée du bâtiment des métiers jacquard, symbolisant tout à la fois, l'émancipation et le progrès, la place entière reconnue à la femme travailleuse dans l'Albanie nouvelle d'Enver Hoxha. Il y a 25 ans déjà, bientôt 26 ! Le Parti uni au Peuple a bien travaillé !

Nous n'aurons pas le temps de visiter les réalisations annexes du combinat : crèche et jardin d'enfants, terrain de sport, filiale de l'Université, hôpital, école, etc. En route pour Berat.



« ... les femmes participent à l'entraînement militaire comme les hommes ».

Adossée à une montagne surmontée d'une forteresse antique, Berat étagée à flanc de colline ses maisons blanches et ocre clair. La rare beauté de cet ensemble explique que Berat ait été déclarée ville-musée par le pouvoir populaire.

D'UNE HUILE A L'AUTRE.

Au Sud, la plaine s'étend couverte de vergers immenses et de champs d'oliviers, entrecoupés ici et là par des surfaces de maïs et de tabac. De nouveaux vergers et oliveraies ont été plantés, d'autres sont en cours d'aménagement et gagnent sur les collines. Notre guide indique : « Nous avons envoyé en Chine des plants de nos oliviers qui sont les meilleurs et quelques spécialistes. Nos camarades chinois les appellent maintenant les arbres de l'amitié. »

Au repas de midi, nous faisons connaissance avec l'olive de Berat, grosse comme une prune !

La route qui conduit de Berat à Fieri serpente entre les collines. Les champs de maïs alternent avec les champs de tabac, avec les vergers, puis font place à un champ pétrolier. Ici, au milieu des pâturages, les derricks remplacent l'olivier, assurant à l'Albanie indépendante son autonomie en pétrole.

Le camarade Jussup répond à nos questions : « Les premiers derricks datent de 1927, mais Zogu avait donné la concession aux impérialistes italiens... maintenant nous le traitons et le raffinons nous-mêmes. »

Ce pétrole est le produit de base de l'usine d'engrais chimiques que nous visitons près de Fieri. Elle fabrique 380 tonnes de nitrate d'ammonium par jour, et exporte dans plusieurs pays, dont la France. Très automatisée, cette usine marche en feu continu avec 600 ouvriers seulement dont 40 % de femmes. D'autres chiffres ? 85 % du personnel a une moyenne d'âge de 20 ans. Les techniciens ont été formés en Répu-

blique Populaire de Chine. Ils sont jeunes et enthousiastes. Le secrétaire de l'organisation de base du Parti dans l'usine nous annonce : « La construction d'une usine identique va commencer. »

A proximité de l'usine d'engrais, voici la thermo-centrale de Fieri qui fonctionne, bien sûr, au mazout. D'une capacité de 100.000 KW, elle a été construite en 1966 avec du matériel entièrement chinois. Entièrement automatisée, elle est interconnectée avec l'ensemble du réseau électrique albanais. Le mazout qui l'alimente provient des puits de pétrole tout proches. 400 ouvriers et techniciens surveillent son fonctionnement ; la plupart ont travaillé à sa construction.

C'EST AVEC DU SANG !

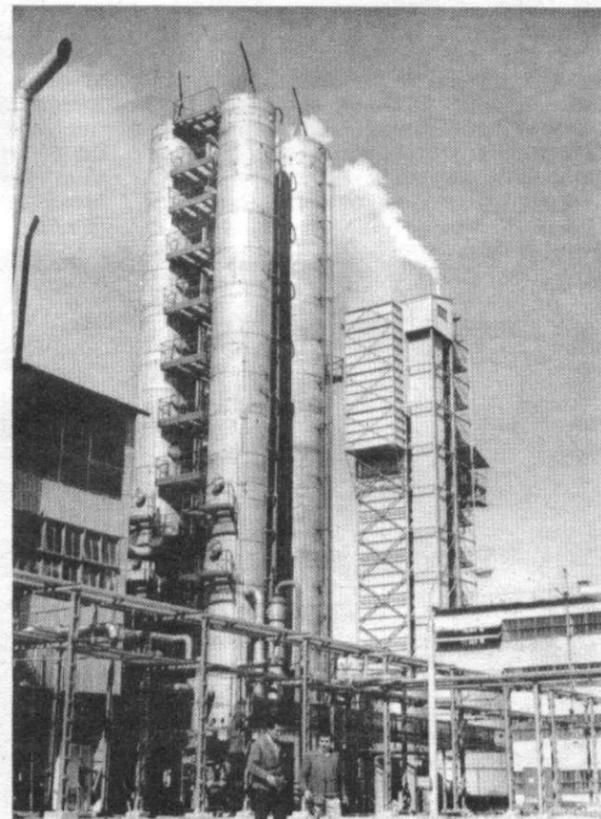
Au moment de se quitter, après les vœux de succès mutuels, un responsable du Parti nous dit : « C'est avec du sang que le prolétariat arrache le pouvoir, c'est avec du travail et de la sueur qu'il construit sa liberté et son bonheur socialiste. »

Voilà le langage direct et franc des communistes albanais fraternels et rudes, toujours soucieux de la vérité scrupuleuse et œuvrant chaque jour à transformer une réalité déjà radieuse vers le communisme intégral.

Le conventionnel Saint-Just affirmait en 1891 « le bonheur est à l'ordre du jour en Europe ». Il le reste aujourd'hui. Les communistes et le peuple albanais sont engagés dans ce combat grandiose, à l'avant-garde, contre l'ennemi de classe de l'intérieur et de l'extérieur, contre la nature, afin d'arracher de plus riches résultats à partager équitablement aujourd'hui, au gré des besoins demain. Demain ? le communisme !

(à suivre).

(1) Voir les n° 70 et 71 de l'H.R.



La raffinerie de FIERI : vue partielle.

Le traité soviéto-allemand : un approfondissement des contradictions inter-impérialistes

9 ans, jour pour jour, après l'édification du mur de protection de la R.D.A. à Berlin, juste mesure dirigée contre les revanchards ouest-allemands et leurs alliés impérialistes occidentaux, Willy Brandt, chancelier de l'Allemagne de Bonn a signé à Moscou un traité avec le gouvernement révisionniste soviétique qui ne souffle mot, de la reconnaissance en droit international de la République Démocratique Allemande. 2 ans après l'invasion armée de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme russe, réalisée, selon Brejnev et ses perroquets, pour barrer la route à la pénétration des revanchards de Bonn, les dirigeants révisionnistes russes vont plus loin que Dubcek n'avait jamais osé aller dans la voie de la collaboration avec ces mêmes revanchards. Il est vrai qu'après tout, comme le notait ironiquement un commentateur occidental, entre temps, l'Allemagne Fédérale est devenue « socialiste », et que ce « socialisme » vaut bien le « communisme » de l'U.R.S.S. révisionniste.

De toutes façons, diront certains, lorsque deux pays qui se sont tant fait la guerre dans le passé, en viennent à signer un traité, ce ne peut pas être une mauvaise chose.

Regardons-y de plus près.

DE QUEL TRAITE S'AGIT-IL ?

Il ne s'agit pas d'un traité de paix, mais d'un traité mettant un point final à la revendication soviétique d'un tel traité. L'Allemagne Fédérale, héritière du Reich, voit s'éloigner définitivement cette juste revendication que les révisionnistes n'avaient pas osé, jusqu'à maintenant, jeter ouvertement aux orties. Mieux, cette Allemagne impérialiste et rematérialisée devient, par ce traité, « garante des frontières actuelles en Europe ! ».

La question de Berlin-Est se trouve, dans les faits, réglée selon le vœu de toujours des impérialistes de Bonn, et là aussi, les sociaux-impérialistes russes ont fait litière de tous leurs engagements envers la République Démocratique Allemande, envers les autres États membres de la coalition anti-hitlérienne, envers les peuples d'Europe.

Le certificat de bonne conduite décerné aux dirigeants de Bonn aura, en outre, pour résultat, d'affaiblir les forces anti-fascistes d'Allemagne Fédérale. Comme — par ailleurs — le gouvernement de Bonn continue de se déclarer « représentant de tout le peuple allemand », sans que cela suscite d'objections autres que de pure forme de la part de la clique de Brejnev, il en résultera un renforcement de l'isolement politique de la R.D.A. et un affaiblissement de son prestige international.

A ce propos, il faut critiquer sans ménagement certains phraseurs gauchistes qui se réjouissent d'un tel fait et critiquent les marxistes-léninistes parce qu'ils s'obstinent à défendre « un Etat révisionniste ».

A ces gens, « Zeri i Popullit », organe central du Parti du Travail d'Albanie répond dans un article publié le 22 août :

« La création de la R.D.A. a été une grande victoire pour tout le peuple allemand, un événement d'importance historique pour tous les peuples d'Europe.

Les efforts déployés par le peuple allemand lui-même, ainsi que, de part le monde, par toutes les forces anti-fascistes, progressistes et pacifiques pour la reconnaissance pleine et entière de la R.D.A. comme Etat souverain... ont montré que cette affaire a été ET DEMEURE (souligné par nous, NDLR), une des bases essentielles pour la solution du problème allemand ».

Défendre la R.D.A. ne signifie pas défendre la clique révisionniste d'Ulbricht-Honneler-Stoph.

Mais la victoire du socialisme allemand ne passe certainement pas par l'absorption de la R.D.A.

par l'Allemagne de Bonn, immédiatement ou à terme.

Soulignons enfin le peu de valeur des « garanties » données par les revanchards allemands quant à « l'intangibilité » des frontières en Europe. Depuis Guillaume II et Hitler, l'impérialisme allemand n'a jamais été avare de telles garanties, on sait ce qu'en vaut l'aune !

Mais, cette fois, ce sont leurs partenaires social-impérialistes russes qui annoncent d'emblée la couleur. Selon l'A.F.P. — non démentie à ce jour — les paroles suivantes figurent au procès-verbal des négociations :

« La notion de l'intangibilité des frontières n'exclut pas quelque modification ultérieure, au moyen de négociations ».

Ces paroles n'ont pas été prononcées par les allemands Brandt ou Scheel, mais par le triste Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. Nous voilà fixés !

« UNITE » ET CONTRADICTIONS DU CAMP IMPÉRIALISTE.

Jusqu'à présent, la République Fédérale Allemande a été le brillant second de l'impérialisme yankee en Europe.

Sous plusieurs de ses aspects, le traité soviéto-ouest-allemand correspond à la stratégie globale de Washington.

En effet, tout autant que leurs rivaux-complices de Moscou, les impérialistes américains sont soucieux de :

— sauvegarder leurs zones d'influence (et même, si possible, de les accroître, grâce à une pénétration économique, par exemple, en Europe orientale, pour ce qui est de l'impérialisme yankee et ses alliés, ou en Amérique Latine, pour ce qui est des révisionnistes russes).

— s'assurer des « arrières » stables pour poursuivre en toute tranquillité leur politique de domination mondiale et préparer l'agression contre la Chine Populaire, bastion mondial de la révolution et du socialisme.

Seulement voilà ! Les impérialismes ouest-allemand et japonais ont repris maintenant suffisamment de forces pour ne plus se contenter d'être les valets d'armes de Washington, et l'affaiblissement relatif et absolu du « géant » yankee ne lui permet plus de contrôler efficacement les initiatives de ses vasseaux de Bonn et de Tokyo.

Par ailleurs, la débâcle économique et la crise politique croissantes du social-impérialisme russe ne lui permettent pas davantage de dire « non » aux exigences croissantes des impérialistes allemands et japonais.

53 ans après octobre 1917, ce qui fut le premier Etat socialiste du monde, en est à attendre les crédits du monde capitaliste comme autant de ballons d'oxygène. Quelle dramatique condamnation de la politique, suivie depuis la mort du camarade Staline !

De Gaulle savait de quoi il parlait lorsqu'il évoquait l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Seulement, ayant sous-estimé les possibilités de l'Allemagne de Bonn, il espérait que l'impérialisme français serait un jour le « partenaire privilégié » du social-impérialisme russe.

Mais l'impérialisme français n'avait pas les moyens d'une telle politique et l'Allemagne de Bonn lui a damé le pion.

D'où la mauvaise humeur qui perçait sous la rondeur des propos de Pompidou lors de son interview du fort de Brégançon. Ainsi — et le paradoxe n'est qu'apparent — la récupération de la Russie par le capitalisme n'a pas renforcé le camp impérialiste : elle a, au contraire, attisé ses contradictions internes.



Mai 1945 : un soldat hisse le drapeau soviétique au sommet du Reichstag. C'était au temps du grand Staline...

L'IMPÉRIALISME AU SEUIL DE SA PERTE.

Ainsi que l'indiquait le camarade Staline le 1^{er} février 1952 (*Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* - Réédition Naim Frashéri, Tirana 1968)(1) :

« On dit que les contradictions en capitalisme et socialisme sont plus fortes que celles qui existent entre pays capitalistes. Théoriquement, c'est juste, bien sûr. Pas seulement aujourd'hui, c'était juste aussi à la veille de la deuxième guerre mondiale. Et cependant, le deuxième conflit mondial n'avait pas commencé par une guerre contre l'U.R.S.S., mais par une guerre entre pays capitalistes.

Pourquoi ? Parce que, d'abord, la guerre contre l'U.R.S.S., pays du socialisme, est plus dangereuse pour le capitalisme que la guerre entre pays capitalistes, car, si la guerre entre pays capitalistes pose seulement le problème de la domination de tels pays capitalistes sur tels autres, la guerre contre l'U.R.S.S. doit nécessairement poser la question de l'existence même du capitalisme ».

Le camarade Staline, avec presque vingt ans d'avance, avait prévu la dislocation du camp impérialiste, la reconnaissance des impérialismes allemand et japonais et l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes.

Après sa mort, l'U.R.S.S., en devenant une puissance social-impérialiste, est entrée à son tour dans la lutte pour la conquête des marchés, des bases, des zones d'influence, bref, dans le nœud de vipères des contradictions inter-impérialistes.

Le traité de Moscou, signé le 12 août 1970 entre Brandt et Kossyguine est le premier dans une voie qui conduira inéluctablement à l'aggravation continue des contradictions inter-impérialistes.

Il n'y a rien dans ce traité qui puisse réjouir les peuples du monde épris de paix et de progrès.

Aux peuples du monde de s'unir pour mettre hors d'état de nuire les impérialistes et social-impérialistes en conjurant la guerre par la lutte mondiale anti-impérialiste.

H.D.

1. — J. STALINE - LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN U.R.S.S. (édition albanaise).

2 F (2,80 F contre envoi)

Paiement à la commande en timbres-postes ou à notre C.C.P.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

CHILI : VOIE " PACIFIQUE " ... VERS QUOI ?

Les élections présidentielles chiliennes du 4 septembre dernier ont vu le candidat d'« Unité Populaire », le socialiste et franc-maçon Salvador Allende — soutenu par les partis révisionniste, « socialiste », radical et démocrate-chrétien de gauche, devancer les deux candidats réactionnaires Alessandri et Tomic.

Aux termes de la constitution chilienne, — aucun des trois candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, — c'est le congrès chilien (150 députés et 50 sénateurs) qui choisira le président entre les deux candidats arrivés en tête, le « socialiste » Allende, et le réactionnaire pro-yankee Alessandri. Comme on le voit, rien n'est joué puisque la majorité des congressistes est hostile au candidat de la « gauche ».

Le poète-pitre révisionniste Pablo Nenua, qui n'a jamais eu peur du ridicule, ne craint cependant pas d'écrire :

« Si l'unité populaire fleurit, toute la patrie fleurira. Les pluies succéderont à la sécheresse. Les vignes mûriront les vins de l'automne. »

Il est évident, ainsi qu'on peut s'en rendre compte à la lecture des déclarations « rassurantes » de M. Allende, que son élection à la présidence ne marquerait nullement l'avènement du socialisme au Chili. Nous y reviendrons. Mais même cette élection, — qui devrait avoir lieu le 29 octobre, — n'est nullement assurée.

DEUX TACTIQUES POUR L'IMPERIALISME YANKEE.

Une partie des milieux dirigeants américains pense qu'il n'y a pas de risques à prendre, et qu'il est plus sûr d'installer à Santiago un gouvernement « gorille ». La C.I.A. a des contacts dans l'armée chilienne comme dans toutes les armées latino-américaines. De plus, plusieurs organes de presse ont évoqué la possibilité d'une intervention militaire des fascistes argentins, ce qui aurait l'avantage d'éviter aux yankees de se salir les mains.

Bien sûr, Allende n'est pas plus « socialiste » que le Brésilien Goulart, l'Indonésien Sukarno ou le Dominicain Juan Bosch, mais certains, au Pentagone et au département d'Etat, pensaient et pensent toujours que seuls des gouvernements militaro-policiers du type de ceux instaurés à Brasilia, Djakarta ou Saint-Domingue, peuvent enrayer efficacement la montée révolutionnaire et anti-impérialiste des masses.

Mais d'autres milieux dirigeants de l'impérialisme yankee estiment que le Brésil, l'Indonésie ou Saint-Domingue ont été, tout compte fait, autant d'échecs de la politique américaine, dans la mesure où, malgré les massacres et la terreur, les peuples de ces pays n'ont nullement été matés.

Au contraire, les idées révolutionnaires ont gagné les plus larges masses. Des partis ou organisations marxistes-léninistes y dirigent la lutte armée (Indonésie) ou préparent le peuple à l'assaut final contre l'oligarchie (Brésil, Saint-Domingue).

Dans ces conditions, ne vaudrait-il pas mieux laisser se dérouler l'expérience gouvernementale de « gauche » au Chili ?

UN RISQUE LIMITE.

Actuellement, les révisionnistes participent officiellement ou officieusement au gouvernement au Soudan, en Syrie, à Ceylan, en Finlande. (Dans ce dernier pays, ils sont même revenus au pouvoir après une défaite électorale, et avec l'assentiment de la Confédération du Patronat de Finlande). Dans aucun de ces pays, le système capitaliste n'a souffert d'autre chose que de coups d'épingle. Et encore, dans le cas de Ceylan ou de la Syrie, notamment, les révisionnistes constituent l'aile droite de gouvernements bourgeois « de gauche » et jouent le rôle de frein dans la lutte anti-impérialiste, et de cheval de Troie du social-impérialisme russe. Il serait certes déplaisant pour Nixon de voir s'ouvrir à Santiago, des ambassades de Corée et du Vietnam du Nord, du G.R.P. Sud-vietnamien, du F.U.N.K. ou même de Cuba, et ce serait, certes, une bonne chose pour le camp mondial anti-impérialiste.

Il serait encore plus déplaisant de voir les biens de l'Anaconda Copper Mines nationalisés, mais quoi ? Les trusts yankees implantés au Chili ont amorti à plus de 1.000 % les frais engagés dans ce pays pour lui dérober ses richesses et en outre :

M. Allende a annoncé qu'il nationaliserait les banques, le commerce extérieur, ainsi que les grands monopoles industriels en les indemnisant.

(« Le Monde » du 9-9-70).

Une « négociation » le couteau sur la gorge peut imposer des indemnités telles que l'économie chilienne ne pourrait les supporter sans dommage.

D'ailleurs, l'exemple de la nationalisation des mines d'étain de Bolivie par le gouvernement Paz Estenssoro en 1952, montre ce qu'il en est de cet objectif « révolutionnaire ». Une manipulation des cours mondiaux de l'étain, la mise en exploitation d'autres gisements situés dans des pays plus

« sûrs » ont suffi à Wall Street pour amener le gouvernement bolivien à composer. Seul un gouvernement révolutionnaire, appuyé sur le peuple en armes, pourrait faire face à une telle situation. Or, les révisionnistes chiliens se proclament contre la violence révolutionnaire et les démocrates-chrétiens mettent précisément comme condition absolue à leur soutien à Salvador Allende, le respect par celui-ci, des règles de la démocratie bourgeoise.

UNE CARICATURE DE SOCIALISME.

Lénine nous a enseigné que « le prolétariat... n'utilise pas le vieil appareil du pouvoir d'Etat, mais le brise en morceaux, il n'en laisse pas pierre sur pierre, (malgré les clameurs apeurées des philistins et les menaces des saboteurs), et il crée un nouvel appareil d'Etat. Ce nouvel appareil d'Etat est adapté à la dictature du prolétariat pour conquérir les masses travailleuses non prolétariennes ». (Les élections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat, 16 décembre 1919).

Le « socialisme » chilien vanté hâtivement par les révisionnistes de Paris et de Santiago tourne le dos aux enseignements de Lénine.

La machine de l'Etat bourgeois, son appareil bancaire, ses forces répressives militaro-policières ne seront pas touchés. C'est la « démocratie avancée » version latino-américaine.

Est-ce donc cela, l'« Etat marxiste » promis à ses électeurs par le sénateur Allende ? Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour prévoir la suite.

Ou bien les impérialistes yankees s'assoieront sur la démocratie bourgeoise comme ils l'ont déjà fait tant de fois, et installeront une nouvelle marionnette présidentielle à leur dévotion.

Ou bien ils laisseront la « gauche » chilienne faire la démonstration qu'entre elle et les régimes précédents, c'est « chou vert et vert chou », en donnant le cas échéant les coups de pouce nécessaires.

Dans les deux cas, c'est le peuple chilien qui aura été dupé.

RIEN NE POURRA CONJURER LA TEMPETE REVOLUTIONNAIRE.

Mais l'impérialisme et ses serviteurs de droite ou de « gauche » ont mangé leur pain blanc. Quelle que soit la solution qu'ils choisissent, elle sera mauvaise (pour eux), car le peuple chilien, — comme tous les peuples d'Amérique Latine, — sait à quoi s'en tenir sur l'imposture de la « voie pacifique ». La victoire à la Pyrrhus du sénateur Allende et ses suites prévisibles dessilleront les yeux des plus aveugles et des plus naïfs.

Fidèles à leurs vieilles traditions révolutionnaires, la classe ouvrière et le peuple chiliens, sous la direction de leur avant-garde marxiste-léniniste, ont déjà engagé la lutte contre l'impérialisme yankee et le pouvoir bourgeois chilien à sa solde.

Quelles que soient les péripéties électorales ou autres qui s'annoncent, ils savent qu'au Chili comme ailleurs, le socialisme ne sortira pas des urnes, mais triomphera par la lutte armée des masses populaires.

Hugues DEGENOST.

LA CONFÉRENCE DE LUSAKA : UNE DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME

Le capitale zambienne, Lusaka, théâtre de la récente conférence des pays « non alignés », est située à peu de distance des Etats fascistes et racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud et de la colonie portugaise du Mozambique, où les patriotes mènent une dure lutte armée contre l'occupant colonialiste.

La Zambie et la Tanzanie seront dans peu d'années reliées par un chemin de fer construit avec l'aide et les crédits de la République Populaire de Chine. Quoi que non communistes, les régimes de ces pays savent que la Chine Populaire et le mouvement révolutionnaire international sont les seuls garants de leur indépendance face aux menaces des impérialistes et des colonialistes anciens et nouveaux. Beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine partagent cette conviction. C'est pourquoi, à la grande surprise des observateurs occidentaux, la conférence des pays non alignés, qui s'est terminée le 14 septembre, a adopté des résolutions qui marquent un grand progrès par rapport aux précédentes conférences du même type.

Une résolution met l'accent sur la « Révolution anti-colonialiste » au lieu de s'en tenir aux classiques tirades sur « l'indépendance à l'égard des blocs ».

La même résolution souligne que « la tendance à négocier des « superpuissances » ne contribue pas à la sécurité des nations, petites, moyennes, ou en voie de développement »...

Une autre résolution condamne nommément : « Les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Japon, qui, par leur collaboration politique, économique et militaire, encouragent et incitent le gouvernement d'Afrique du Sud à persister dans sa politique raciste ».

La résolution sur l'Indochine demande : « Le retrait immédiat, total et inconditionnel de toutes les forces étrangères du Vietnam ».

Celle de la Palestine demande : « Le retrait immédiat d'Israël des territoires occupés et la « pleine restauration des arabes de Palestine dans leur foyer usurpé ».

Notons encore que la majorité absolue des gouvernements participants, a traité les délégations du gouvernement du FUNK cambodgien et du GRP du Sud-Vietnam comme des délégations gouvernementales avec pleins pouvoirs.

La présence de gouvernements fantoches, tels ceux de la Côte d'Ivoire ou de Madagascar, ou de complices avérés de l'impérialisme, tel celui de l'Inde, n'a pas empêché la conférence de se prononcer sans ambigüité sur les principaux problèmes internationaux.

Aujourd'hui, les manœuvres, les menaces impérialistes ou sociales-impérialistes, la « bonne volonté » de certains fantoches d'Asie ou d'Afrique, tout cela ne « fait plus le poids » face à la montée anti-impérialiste des peuples de la zone des tempêtes.

C'est ce qui est apparu clairement à la conférence de Lusaka, malgré les limites évidentes de celle-ci.

On comprend, du même coup, l'agacement des impérialistes. Et leurs ennuis ne font que commencer.

CAMEROUN :

Exigeons la libération d'Ernest OUANDIE

Nos camarades de l'UPK (1) en France nous informent de la capture par les forces réactionnaires néo-colonialistes d'Ernest Ouandié, président du Comité Révolutionnaire de l'U.P.K., commandant en chef du 1^{er} front depuis 1961.

Proche compagnon d'arme de Félix Moumié, assassiné à Genève par la « main rouge » en 1960, le camarade Ouandié est l'une des figures les plus prestigieuses du mouvement de libération en Afrique.

Capturé au combat le 19 août 1970, aujourd'hui dans les geôles du sanglant Ahidjo, le patriote Ouandié est en danger de mort permanent. Il a probablement été déjà torturé ; sa famille et ses amis n'ont pas pu le rencontrer. Il n'a pas d'avocat.

C'est un devoir pour tous les révolutionnaires que d'exiger la libération d'Ernest Ouandié, grand patriote, internationaliste et révolutionnaire conséquent !

Il faut mobiliser l'opinion ! Il faut que tous les anti-fascistes exigent la vie sauve et la libération d'Ernest Ouandié !

Les marxistes-léninistes, les lecteurs de H.R. se tiendront au premier rang du mouvement pour la libération du très respecté Ernest Ouandié.

Nous ne voulons pas que le crime de Patrice Lumumba soit réédité !

Nous ne voulons pas que les cœurs les plus nobles cessent de battre !

Conjuguons nos efforts pour arrêter le bras du crime ! Ça nous concerne tous.

Les luttes de libération des peuples africains sont partie intégrante de la révolution mondiale et elles aident notre combat. Soyons-en très conscients !

Il faut sauver Ernest Ouandié !
Vive l'internationalisme prolétarien !

H.R.

(1) U.P.K. : Union des Populations du Cameroun.



A Monsieur AHIDJO
Président de la République
Yaoundé - Cameroun.

Nous exigeons la libération immédiate et la sauvegarde de la vie de Ernest OUANDIE, Artisan de l'Indépendance du Kamerun.

Signature.

Exigez du fantoche Ahidjo la libération d'Ernest Ouandié !

Renvoyez signée au Centre Information Vietnam, 17, rue du Sentier, Paris-2^e, la carte reproduite ici, qui y est disponible.

LA SURPRODUCTION AGRICOLE : UN MYTHE

Toutes les ménagères le savent et plus personne ne le conteste : les fruits et légumes, sans parler des autres produits de consommation courante, sont hors de prix, bien que nous soyons en pleine période de bonnes et abondantes récoltes.

Par contre, et au même moment, les petits paysans sont acculés à la ruine car ils sont contraints de vendre leurs produits aux grossistes à des prix dérisoires qui ne couvrent même pas leurs frais.

Conduits au désespoir, ils procèdent eux-mêmes à la destruction de milliers de tonnes de produits de toute nature (pêches, poires, pommes, tomates, melons, etc.). L'Etat des monopoles laisse pourrir ou dénaturer d'énormes stocks de beurre ou de blé.

SURALIMENTES ?

Pourtant, chaque jour, dans notre propre pays, des millions de gens, principalement des enfants et des personnes âgées, souffrent de malnutrition, de sous-alimentation, certains même, meurent de faim, dans le silence, l'indifférence et la solitude.

Voilà où nous conduit le capitalisme assassin ! Car c'est bien de lui qu'il s'agit puisqu'il en est de même, par exemple, aux U.S.A., alors que la grande République Populaire de Chine a mis à peine quinze ans pour éliminer définitivement la famine qui durant plusieurs siècles a affecté des centaines de millions d'hommes.

Le régime capitaliste s'enfoncé dans des contradictions de plus en plus aiguës qui, tôt ou tard, entraîneront son effondrement et sa disparition totale pour le plus grand bien des larges masses populaires.

C'est là une loi de l'histoire, absolument inéluctable, qui justifie pleinement notre combat et doit nous faire redoubler d'ardeur.

Toutefois, maints éminents docteurs s'efforcent encore de retarder l'issue fatale.

Les petits et moyens paysans en connaissent déjà beaucoup, dont le tristement célèbres Manshol, Vedel, F.-H. de Virieu...

Mais il en est un nouveau, qu'on appelle « Le Monde » de ses généreuses colonnes, il s'agit de P.-M. Doutrelant.

Dans le numéro daté du 13-8-70, ce « spécialiste des questions agricoles » est formel : la cause du mal réside dans la surproduction. Pour lui : « Toutes les difficultés viennent de cette surproduction plus ou moins accusée selon les sautes d'humeur du temps, de la consommation et des prix ». Profondément préoccupé par cette situation, il conclut purement et simplement à la nécessité de « renverser la vapeur, autrement dit supprimer la surproduction en réduisant les surfaces cultivées », notamment en « arrachant les mauvais vergers » car « la réduction de l'offre au niveau de la demande reste bien la seule voie réaliste ».

Comme on dit : il suffisait d'y penser !

Malheureusement pour notre auteur, il y a déjà longtemps que d'autres l'ont préconisé : il suffit de se rappeler des campagnes officielles d'arrachement des vignes dans le Midi au cours des années 1930.

Mais si cette proposition n'est pas originale, du moins a-t-elle le mérite d'exprimer une politique délibérément poursuivie depuis plusieurs dizaines d'années... que nous ne dénoncerons jamais assez tant que nous ne l'aurons pas anéantie !

UNE VERITE :

SOUS-CONSOMMATION.

Il est faux, et même criminel au sens strict du mot, de prétendre

que la France souffre d'excédents agricoles. Tant que la grande armée des pauvres de type moderne n'aura pas accédé à l'aisance alimentaire — ce qui sera l'une des tâches prioritaires du régime socialiste dont nous préparons l'avènement — nous contesterons avec la dernière énergie cette allégation trompeuse de surproduction !

Vue sous l'angle des intérêts du peuple, les seuls dont nous ayons à tenir compte, la thèse de la surproduction n'est nullement fondée.

Mais elle est utile à ceux qui nous gouvernent, car elle leur permet de camoufler et d'accélérer leur sale besogne qui est de ruiner les petits agriculteurs et commerçants pour enrichir toujours plus les gros producteurs et les gros intermédiaires. On sait que la haute bourgeoisie cherche à faire main basse sur les terres afin d'étendre au domaine de l'agriculture sa politique monopoliste déjà bien implantée dans le commerce et l'industrie. Le rapport Vedel, aggravant les propositions Mansholt, prévoit d'ici à 1985 la stérilisation de 12 millions d'hectares, soit le tiers du territoire cultivable actuel, ce qui devrait entraîner la disparition de 83 % des entreprises agricoles, nécessaire-

ment les plus petites et le départ de 77 % des agriculteurs.

Or, l'un des moyens mis en œuvre pour atteindre ce but est de contraindre les petits et les moyens paysans à produire le moins possible et à vendre aux plus bas prix pour les acculer à la ruine... tout en continuant à pressurer, par le prélèvement de marges commerciales énormes au niveau des grossistes complices, l'ensemble des consommateurs populaires dont la classe ouvrière constitue la grande majorité.

VERS LA SOLUTION.

Mais ces manœuvres sont trop grossières pour ne pas susciter l'éveil, la colère et la riposte des victimes, il y a déjà de nombreuses années que les paysans se battent énergiquement contre l'emprise croissante des monopoles de la terre. Parallèlement, la lutte des petits commerçants et des consommateurs progressistes se développe bien qu'elle soit encore trop souvent sporadique ou mal dirigée.

Dénonçons le mythe de la « surproduction agricole ! »

Un révolutionnaire.



Dans l'Ouest, des tonnes d'artichauts ont été déversées dans les rues.

LES CENTRES AERES : MEPRIS DES ENFANTS DE PROLETAIRES

Tous les ans, des centres aérés sont organisés par la ville de Paris en juillet et août : pour la « modique » somme de, en moyenne, 5,40F par jour, les enfants sont transportés d'une école — point de rassemblement — à un centre dit « aéré », qui se situe à des endroits variables : bois de Boulogne, ou de Vincennes, par exemple...

Ces centres sont divisés en 2 catégories : « les maternelles », qui accueillent des enfants de 2 à 6 ans, et les « primaires » pour les enfants de 6 à 14 ans.

UNE JOURNEE DE 10 HEURES !

Prenons une journée type d'un enfant inscrit au centre :

Il doit arriver à l'école entre 8 h 15 et 8 h 40, après quoi les portes de l'école — point de rassemblement — sont fermées : il a donc dû se lever tôt, ceci aussi bien pour les bébés que pour les grands.

Une journée de 10 HEURES va commencer pour lui :

Après s'être bien éternisé dans une cour étroite ou un préau bruyant, les enfants s'entassent à trois ou quatre par banquette, quand ils ne sont pas assis par terre, dans un bus R.A.T.P. qui les conduit au centre. Le transport, effectué dans ces conditions pénibles, revient à 1,40F par jour et par enfant ! L'année dernière, il était seulement de 1F !

Arrivés au centre, les enfants se retrouvent entre les mains des moniteurs, qui sont surchargés la plupart du temps et dont la patience et la résistance sont mises à rude épreuve : les enfants s'en ressentent, bien entendu.

SOUS LA TENTE !

D'ailleurs, l'équipement collectif n'est pas fait pour arranger les choses : au bois de Boulogne, à Vincennes, par exemple, il n'existe AUCUN BATIMENT en dur, où l'on pourrait abriter les enfants en cas de pluie ou de trop grandes chaleurs. Tout l'équipement est constitué par de grandes tentes (style armée) qui sont pourries, pour les maternelles, de « lits » pliants dans un état lamentable : toiles déchirées, sales, cadre cassé, etc... Chaque enfant devrait avoir au moins deux couvertures. Outre le fait qu'il n'y en a pas assez, elles sont sales, et l'on imagine aisément combien de

microbes doivent s'y loger, qui ne demandent qu'à contaminer les petits.

Or, quand il fait chaud, et aux mois d'août ou de juillet, ce n'est pas rare, comme il n'y a pas assez d'arbres, donc pas assez d'ombre, que les enfants doivent faire la sieste sous les tentes : ils ne dorment pas, s'énervent, vue la chaleur étouffante qui y règne. Il y a parfois des saignements de nez, des poussées de fièvre dus à la chaleur. Quand il pleut, il est impossible d'emmener les enfants en promenade et il faut également les garder sous tente : résultat, les enfants s'énervent, s'enrhument en série (humidité du sol) et au lieu de se reposer, reviennent chez eux plus fatigués encore.

110 ENFANTS ENTASSES DANS UN BUS, 20 ENFANTS PAR MONITEUR.

De plus, il arrive souvent, aux périodes de rentrées de vacances particulièrement, que le manque de place s'en mêle : on arrive à constater la présence de un moniteur pour vingt enfants, alors que le maximum est fixé à dix !

Les enfants sont alors les uns sur les autres dans le bus, sous les tentes, toute la journée. Il leur est alors littéralement impossible de bénéficier de la moindre parcelle de calme ou de repos. Il est déjà arrivé, par exemple, que 110 enfants aient à leur disposition un SEUL bus pour faire le trajet école-centre.

Dans ce cas, fait-on venir un second bus ? Non, on laisse une partie des enfants à l'école, et le bus fait deux voyages. Résultat : la moitié des enfants passent la matinée dans la cour de l'école à attendre le 2^e voyage.

Passons au repas. La cantine est de 4F par jour, payés d'avance, théoriquement remboursés par la mairie en cas d'absence, mais pratiquement cela ne se réalise jamais.

Il y a des tarifs dégressifs pour certains enfants.

Pendant le repas, qui peut être de plus ou moins bonne qualité suivant les centres, il est toujours impossible aux enfants de trouver le calme. Ils sont servis à toute allure par un personnel surchargé : pour les petits, dont le rythme est lent,

comme pour les grands d'ailleurs, c'est une cause supplémentaire de déséquilibre.

QUI SE REMPLIT LES POCHE ?

Mais ceci n'est qu'un aspect : il existe en effet un trafic dans les cantines :

Alors que le prix du repas est de 4F, les enfants n'ont parfois droit qu'à UNE SEULE rondelle de pain pour tout le repas. Il faut exiger la quantité suffisante pour l'obtenir. Les légumes verts, les crudités et les fruits n'apparaissent au menu qu'une fois par semaine environ.

En revanche, et ceci en plein été, les pommes de terre sont de rigueur six repas sur six.

Les repas sont loin d'être équilibrés. Ceci d'ailleurs, n'est pas un fait isolé, il en est de même dans tout Paris pendant l'année scolaire. Alors qu'il serait tout à fait possible, pour 4F, de servir un repas copieux et varié, c'est tout le contraire qui se produit.

Qui se remplit les poches ? Oh, pas les cantinières, bien sûr ! Mais, à l'échelon de la direction, les bénéficiaires ne sont sûrement pas négligeables, ni négligés du reste !

NI CALME, NI REPOS !

Ceci n'est qu'un aspect du problème des vacances en centres aérés : celui vu du côté des enfants. On s'aperçoit qu'il n'est déjà pas brillant et, qu'une fois de plus, ce sont nos enfants, les enfants des travailleurs, qui en font les frais : il ne faut pas oublier que pour certains enfants, les centres aérés, ce sont toutes leurs vacances. D'ailleurs, le nombre des enfants de travailleurs immigrés y est important : ceux-ci sont sans doute persuadés que, pour le prix, leurs enfants auront au moins quelques jours de calme et de repos. On a vu combien ils se trompent.

Il y a un autre aspect cependant, du problème des centres aérés : celui vu du côté du personnel.

Nous essaierons d'en donner un aperçu dans un prochain article.

Dès maintenant, engageons la lutte pour améliorer les conditions de vie de nos enfants !

Faisons connaître autour de nous la vérité sur ce que sont les centres aérés !

Correspondante H.R.

Le « Royaume » de Jordanie : Une INVENTION de l'IMPÉRIALISME et du SIONISME

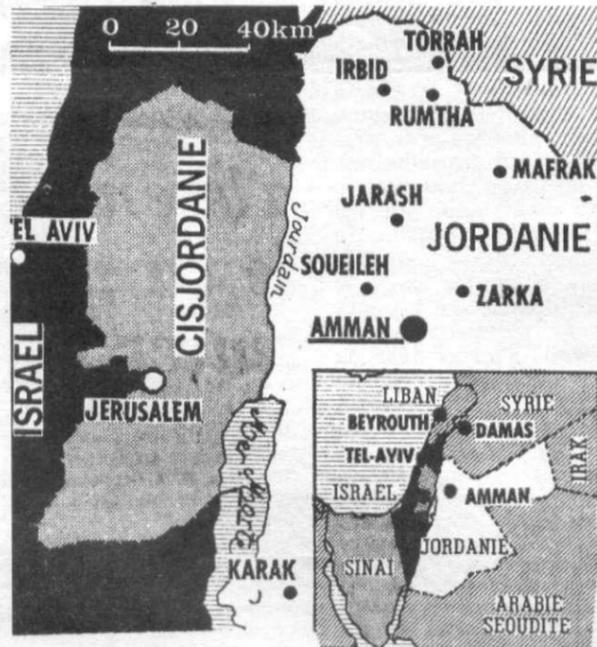
Vers la fin de la guerre impérialiste de 14-18, les puissances victorieuses, la France et la Grande-Bretagne se jetèrent avec rapacité sur les dépouilles du premier vaincu l'Empire ottoman. Les impérialistes français firent main basse sur la Syrie et le Liban, tandis que les impérialistes anglais s'approprièrent les richesses de l'Irak, de la Palestine, de la Transjordanie, de l'Égypte, la presque totalité du « croissant fertile » berceau des plus vieilles civilisations.

Si le régime féodal-militaire des Ottomans était un système d'oppression féroce, le « transfert » de propriété ne changea pas grand-chose pour les masses arabes ; les colonialistes après avoir découpé la région en morceaux y exercèrent directement leur oppression comme en Palestine, ou le plus souvent, y installèrent des féodaux à leur solde : ainsi Fayçal en Irak, ainsi l'émir Abdullah à qui Londres « confia » un territoire créé de toutes pièces et limité à l'Ouest par le Jourdain ; les nombreux bédouins vivants dans la région n'eurent qu'à obéir.

Lorsqu'une partie de la Palestine, la plus grande, fut occupée par l'Etat sioniste d'Israël et qu'en furent chassés ses habitants, cet émir, auto-proclamé « roi » à la mode occidentale, s'empressa d'annexer ce qui subsistait de la Palestine, la Cisjordanie : c'est ainsi que fut créé sous l'égide de l'impérialisme britannique le royaume de Jordanie ; ce comportement de charognard était tout à fait normal chez un féodal qui avait participé à l'écrasement de la révolution palestinienne en 1939, aux côtés des troupes d'occupation britanniques.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, on le voit, que les Hachémites et les réactionnaires qui les entourent poignent le peuple palestinien dans le dos ; ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils sont au service de l'impérialisme le plus puissant, hier britannique, yankee depuis l'après-2^e guerre mondiale. Ce dernier, pour prix de ses crimes contre les peuples jordanien et palestinien, lui verse 50 millions de dollars par an.

Mais cet argent, pas plus que la « Légion » fasciste d'Husseïn, pas plus qu'un débarquement U.S., pas plus que l'occupation sioniste, n'empêchera le peuple jordanien, le peuple palestinien et tous les peuples arabes de se dresser en armes contre les féodaux et tous les réactionnaires qui font obstacle, pour le compte de l'impérialisme américain, à la destruction de l'Etat sioniste d'Israël et à la création d'un Etat palestinien indépendant et laïc.



La Palestine dépecée. (La Cisjordanie est occupée militairement par les sionistes depuis juin 1967).



« Révolution jusqu'à la victoire ».

Éditorial (Suite de la page 1)

baillieurs de fond de Washington entreprennent une opération de grande envergure pour la liquider.

Toutes ces manœuvres sont vouées à l'échec ; le peuple palestinien ne se laisse pas bernier par les bêlements « pacifistes » des révisionnistes et il ne craint pas l'armada militaire yankee. Yasser Arafat, président du Comité Central de la Résistance Palestinienne, a déclaré :

« Notre vaillant peuple en Jordanie est déterminé à écraser toute conspiration dirigée contre lui, et cela par la force de ses armes et de sa certitude. »

Dans sa grande tâche de libération, le peuple palestinien, indomptable, bénéficie du soutien sans réserve des masses arabes, des peuples révolutionnaires du monde avec, en première ligne, les peuples chinois, albanais, indochinois et coréens.

Dans notre pays, la presse de la bourgeoisie multiplie mensonges et calomnies contre le peuple palestinien. Hier, peuple volontairement « ignoré », aujourd'hui, traité d'« incendiaire » parce qu'il lutte héroïquement pour la libération de sa patrie. Ne ménageons pas nos efforts ; expliquons sans relâche sa juste cause ; dénonçons inlassablement tous les mensonges des impérialistes, des réactionnaires et des révisionnistes.

SOUTENONS ARDEMMENT LE JUSTE COMBAT DU PEUPLE PALESTINIEN !

(le 21 septembre).

DERNIERE MINUTE

Nous venons de recevoir au moment de mettre sous presse un article fait par des camarades de la région parisienne sur un meeting auquel participaient des représentants du peuple palestinien. La parution de cet article nécessitant une refonte du journal qui aurait retardé sa parution, nous ne pouvons le passer cette semaine. Nous remercions vivement ces camarades pour leur soutien actif à l'H.-R.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES...

Des insultes aux peuples palestinien et américain

Merci, M. Jean Savard, pour l'ignoble article que vous avez publié dans « Combat », le 18 septembre. Le cynisme avec lequel vous insultez les palestiniens ne peut avoir qu'un effet : révéler à vos lecteurs combien la cause que vous défendez, celle d'Israël, celle de l'impérialisme, est répugnante.

Lorsque vous demandez : « Israël se conduit en vainqueur. Et ensuite ? Depuis quand une nation n'a-t-elle pas le droit de profiter d'une victoire, juste ou injuste ? Depuis quand le vaincu est-il dispensé de payer la note ? », lorsque vous proclamez : « L'effort d'Israël est guidé par une méthode, une persévérance et des aptitudes techniques inspirées par notre civilisation... Je me refuse à renier ceux qui sont aujourd'hui les pieds-noirs de l'Europe », vous rappelez une vérité fondamentale : l'Etat d'Israël est né de la spoliation et de l'agression, son instauration est un fait d'impérialisme et de colonialisme. Votre comparaison des sionistes (qui n'ont pourtant pas créé une nation) avec les pieds-noirs, on ne peut plus juste, aurait pourtant dû vous faire découvrir la réponse à votre question : les vainqueurs n'ont plus le droit de jouir de la victoire, les agresseurs de profiter de leurs actes de piraterie depuis que, dans le monde entier, s'est levé un puissant mouvement de libération nationale qui, précisément, a déjà chassé les colonialistes de l'Algérie qu'ils avaient asservie.

Vous voudriez « savoir combien d'enfants indiens ou noirs, combien de paysans sud-américains affamés refuseraient d'échanger leur sort contre celui des palestiniens nourris par l'O.N.U. à ne rien faire et quelque peu soignés ». Les victimes de l'oppression et de l'impérialisme n'ont rien à s'envier les unes aux autres. Mais nous, nous aimerions savoir si vous, vous seriez prêt à échanger votre confort de nanti dans une société d'exploiteurs dont vous faite l'apologie contre les conditions de vie d'un palestinien. Nous en doutons et nous dénonçons le droit d'insulter à la misère des opprimés.

Il est vrai que M. Jean Savard rapelle avec justesse que ce n'est pas de pitié qu'ont besoin les affamés : « Au XIX^e siècle, des irlandais, des slaves, des latins ont émigré aux Etats-Unis parcequ'ils crevaient de faim. Personne ne s'est apitoyé sur leur misère. Aucune organisation cha-

ritable ne leur offrit un morceau de pain. Mais l'économie américaine leur procura du travail et un salaire... ». Les réfugiés des camps palestiniens devraient-ils émigrer aux Etats-Unis ? Après la louange de l'agression, le plaidoyer pour les droits de l'impérialisme, il fallait logiquement porter aux nues le système capitaliste américain.

L'article de Jean Savard fait curieusement pendant à celui que A. de Ségonzac, le correspondant de « France-Soir » à Washington consacrait, la vertu aux ouvriers américains : « Les cols-Bleus », comme on les appelle de ce côté de l'Atlantique, se considèrent comme des petits-bourgeois. Encore très proches de leur pays d'origine, ils sont profondément reconnaissants aux Etats-Unis de leur avoir ouvert des horizons, une prospérité, des espoirs, qu'ils n'auraient pas pu trouver ailleurs ». Les Etats-Unis seraient un paradis, du moins pour les ouvriers blancs : « Il n'y a tout d'abord pas de classes aux Etats-Unis, et donc pas de lutte entre elles ». Les ouvriers n'auraient d'autre souci que la conservation de l'ordre dans ce monde idyllique et sans conflit. Le correspondant de « France-Soir » aux Etats-Unis n'aura sans doute pas entendu parler de la grève dans les usines Général Motors que suivent en ce moment 350 000 ouvriers : à moins que ceux-ci témoignent ainsi de leur reconnaissance envers les Etats-Unis pour la prospérité dans laquelle ils vivent ? M. de Ségonzac sait d'ailleurs bien mal ce qu'il dit et n'en est pas à une contradiction près, puisqu'il écrit quelques lignes plus bas : « Mais surtout, les ouvriers... ont le sentiment d'être, en ce moment, « la classe ouvrière » des Etats-Unis ». La propagande impérialiste a besoin du mythe de la prospérité dans toutes les couches de la population et de la paix sociale aux Etats-Unis, mais le mythe ne tient pas devant la réalité.

Il est certain que beaucoup d'ouvriers aux Etats-Unis, sont peu conscients et mystifiés par le bourrage de crâne de la bourgeoisie, il est vrai qu'on y peut faire bénéficier des miettes de l'impérialisme une importante aristocratie ouvrière, que les différentes formes de racisme divisent la classe ouvrière, que le syndicalisme pourri aux mains des gangsters la paralyse. La classe ouvrière n'en est pas moins soumise à l'exploitation capitaliste, n'en souffre pas moins et trouve le moyen de le manifester.